

## LA DIRECTIVE DONNÉE PAR LE PREMIER MINISTRE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre suppléant. Elle concerne la directive donnée par le premier ministre où il dit:

Je tiens toutefois à ce que tous les ministres comprennent bien qu'il leur incombe personnellement de prévenir les conflits d'intérêts, y compris ceux qui pourraient découler des activités de leur conjoint ou des enfants à leur charge ou des transactions immobilières ou opérations de placement auxquelles ceux-ci sont associés directement ou indirectement.

Le vice-premier ministre estime-t-il que cette disposition a été respectée quand M<sup>me</sup> Stevens a demandé une aide financière à des gens qui sont en relation d'affaires avec le ministère dont le ministre est titulaire, pour secourir l'entreprise chance-lante de son mari?

● (1130)

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, n'eût été la dernière partie de la question, il m'aurait été très facile d'y répondre. Cependant, à la fin de sa question le député a introduit une allégation qui ne ressemble ni de près ni de loin à la réalité.

Pour ce qui est de l'observation des règles, le code d'éthique s'applique à tous les ministres de la Couronne. On m'a demandé de confirmer que le code avait été observé, et c'est ce que j'ai fait. Mais le député ne semble pas disposé à me croire.

## LA POSITION DU PREMIER MINISTRE SUPPLÉANT

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question était très simple et très franche. Le vice-premier ministre estime-t-il que le ministre a agi comme il le fallait compte tenu du fait que son épouse a enfreint le code d'éthique que tous les ministres et leur conjoint doivent respecter à la demande même du premier ministre?

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, de toute évidence le député refuse d'accepter que soit déposé le document comme l'a proposé le ministre, soit le protocole d'entente sur lequel l'opposition s'acharne à nous interroger depuis deux semaines. Elle ne veut pas voir la vérité. Elle ne veut pas consulter le document.

**M. Deans:** Si, je veux la vérité.

**M. Nielsen:** Si le député veut la vérité, il devrait demander au ministre de déposer le document et son chef . . .

**M. le Président:** À l'ordre, je vous prie.

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. John Nunziata (York-Sud—Weston):** Monsieur le Président, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a déclaré qu'il ignorait que sa femme et son directeur de campagne avaient communiqué avec d'importantes sociétés de courtage de Toronto pour leur demander d'investir dans son entreprise

## Questions orales

en mal de liquidités. Parce qu'il est député, nous devons le croire. Cependant, maintenant qu'il sait indubitablement que sa femme et son directeur de campagne ont communiqué avec ces importantes sociétés de courtage de Toronto, comment pourrait-il traiter maintenant en toute objectivité avec les sociétés en cause? Ne convient-il pas que s'il devait dorénavant traiter avec ces sociétés de courtage, il passerait aux yeux de certains pour être en situation de conflit d'intérêts?

**M. Benjamin:** Pourquoi n'en discutez-vous pas ensemble et qu'on en finisse?

**M. Nielsen:** Ce n'est pas nécessaire.

**M. Rodriguez:** Ils font la paire.

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je pensais que j'avais répondu hier à une question analogue qui m'avait été posée en signalant que le marché de la CDC avait été transigé par l'entremise de 41 sociétés de courtage différentes du Canada.

**M. Garneau:** C'est de la foutaise et vous le savez.

**M. Stevens:** Je dirais au député . . .

**M. Garneau:** Qui est votre gérant dans votre syndicat?

**M. le Président:** À l'ordre, je vous prie. À l'ordre!

**M. Hnatyshyn:** Nous allons encore vous expulser.

**M. Garneau:** Il sait que ce sont des balivernes. Je ne puis accepter pareilles balivernes.

**M. Kaplan:** Ce sont des inepties.

**M. le Président:** À l'ordre, je vous prie. Le député qui a posé la question a sûrement droit d'entendre la réponse.

**M. Stevens:** Monsieur le Président, je saurais gré au député et à ses collègues de ne pas tant s'empresse de répéter ce qu'un informateur de Bay Street a pu confier à un journaliste dans le cadre de l'offensive coordonnée organisée par l'opposition officielle et certains journaux de Toronto.

**M. Fulton:** C'est une conspiration!

## LES RAPPORTS ENTRE LE MINISTRE ET CERTAINES SOCIÉTÉS DE COURTAGE—LES ACTIVITÉS DE LA FEMME DU MINISTRE

**M. John Nunziata (York-Sud—Weston):** Le ministre bat de l'aile, monsieur le Président, et c'est manifestement la faute de sa femme et de son directeur de campagne. Je voudrais lui reposer ma question. Étant donné qu'il sait pertinemment que sa femme a communiqué non pas avec 41 sociétés de courtage mais bien avec trois en particulier, comment le ministre peut-il dire qu'il est en mesure de traiter équitablement et objectivement avec ces trois sociétés, alors qu'il sait que sa femme a fait des démarches auprès d'elles, qu'il les a choisies, et qu'il leur a octroyé des contrats du gouvernement?